



Note de cadrage

La campagne “pour un système fiscal féministe” est une initiative lancée par l’Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (Global Alliance for Tax Justice), ses réseaux régionaux asiatique ([Tax And Fiscal Justice Asia](#)), africain ([Tax Justice Network Africa](#)), européen ([Tax Justice-Europe](#)), latino-américain ([Red de Justicia Fiscal de América latina y el Caribe](#)), et son réseau Nord Américain : la coalition FACT ([FACT Coalition](#)) et les canadiens pour une fiscalité équitable ([Canadians for Tax Fairness](#)) ; en partenariat avec le groupe de travail Fiscalité et Genre de GATJ mais aussi les partenaires comme l’Internationale des Services Publics (PSI), l’Association pour le droit des femmes dans le développement (AWID), le Centre pour la défense des droits économiques & sociaux (CESR), ActionAid, Christian Aid, Oxfam, Tax Justice Network (TJN) et Womankind Worldwide.

Introduction

L’Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (GATJ) en collaboration avec ses réseaux régionaux et ses autres partenaires organisera la 4ème édition des journées mondiales d’action pour un système fiscal juste et servant la lutte pour les droits des femmes du 8 au 20 mars 2020 sur le thème : “Journées mondiales d’action pour un système fiscal féministe”. Le thème de cette campagne a pour objectif de proposer une direction commune afin de guider et de renforcer l’action collective durant les journées d’action.

La campagne se poursuivra tout au long de l’année, pour nous permettre de garder à l’esprit la question du genre dans toutes nos actions et réflexions. Elle sera lancée le 8 mars au cours de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et coïncidera avec la 64ème session de la commission de l’ONU sur le statut des femmes (du 9 au 20 mars), correspondant au 25ème anniversaire de la [quatrième Conférence mondiale sur les femmes](#) et l’adoption de la [Déclaration et du Programme d’action de Beijing](#) (1995).

La réunion de l'UNCSW sera une occasion clé de faire entendre notre message sur la nécessité pour tous les gouvernements de maximiser les ressources disponibles grâce à une fiscalité équitable et progressive pour financer des services publics et des systèmes de protection sociale prenant en compte les problématiques de genre. La campagne permettra au mouvement de lutte pour la justice fiscale et à celui pour les droits des femmes de mettre en lumière l'impact genré de la fiscalité, de faire en sorte que la justice fiscale devienne partie intégrante de la lutte pour les droits des femmes et de l'égalité des genres, et permettra de créer un mouvement dynamique promouvant des régimes fiscaux équitables quel que soit le genre.

Contexte et justification

Chaque année, des centaines de milliards de dollars de recettes publiques sont perdues à cause des flux financiers illicites et de la fuite des capitaux générés par l'évasion fiscale des multinationales. Cela prive les gouvernements des ressources indispensables pour financer les services publics, le système de protection sociale et les infrastructures pour lutter contre les inégalités. Les femmes marginalisées et celles vivant dans la pauvreté sont les plus touchées.

Deuxièmement, les politiques fiscales régressives et discriminatoires utilisées pour augmenter les recettes publiques continuent d'avoir des effets négatifs sur les personnes pauvres, et en particulier sur les femmes. En outre, le travail de soins non rémunéré, principalement effectué par des femmes, reste invisible dans l'économie. Les gouvernements doivent donc agir pour la justice fiscale en reconnaissant, en réduisant et en redistribuant le travail de soins non rémunéré, mais aussi en prélevant les impôts de manière progressive et équitable entre les sexes, afin de pouvoir financer durablement les actions qui mettront fin à la pauvreté et à réduire les inégalités. La justice fiscale doit être une réalité vécue par les femmes et les filles du monde entier.

Journées mondiales d'action

C'est dans ce contexte que l'Alliance mondiale pour la justice fiscale (GATJ) et ses partenaires organiseront les Journées mondiales d'action. Le GATJ agira donc comme un front de campagne uni en faisant le lien entre le mouvement mondial pour la justice fiscale et le mouvement pour les droits des femmes, rassemblant des membres de la société civile au sein de coalitions nationales, régionales et internationales. Cela se concrétisera dans des actions conçues collectivement ainsi que par la promotion de solutions alternatives pour permettre aux efforts individuels d'obtenir une plus grande visibilité et un plus grand impact.

Les Journées mondiales d'action proposées seront l'occasion de mettre en lumière les enjeux fiscaux qui touchent les femmes, d'encourager la justice fiscale à faire partie intégrante des luttes pour les droits des femmes et de la rendre plus pertinente pour les individus et les familles, en se faisant l'écho des voix de "vraies" personnes. Ce sera également l'occasion de renforcer et de diversifier le mouvement pour la justice fiscale, en rapprochant le mouvement des droits des femmes de celui pour la justice fiscale afin de créer un lien entre la justice fiscale et la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

Objectifs

1. Que le grand public et les politiques voient de plus en plus la justice fiscale comme partie intégrante de la lutte pour les droits des femmes et l'égalité des sexes
2. Faire entendre aux dirigeants nationaux que leurs citoyens n'accepteront pas une augmentation des inégalités et qu'il existe un mouvement de citoyens qui s'opposera au statu quo injuste.
3. Renforcer le pouvoir des militants du monde entier pour lutter contre les inégalités et responsabiliser les élites politiques et économiques sur leur rôle dans les dix prochaines années.
4. Que les organisations chargées de la lutte pour la justice fiscale et pour les droits des femmes prennent des mesures pour que la justice fiscale finance les droits des femmes.
5. Influencer le changement de la politique fiscale et de ses pratiques afin de promouvoir l'égalité des sexes et les droits des femmes.

Messages et demandes

1. Mettre un terme aux flux financiers illicites et aux pratiques fiscales dommageables qui facilitent l'évasion fiscale et profitent aux pays riches, aux sociétés multinationales et aux plus riches. Et ce, notamment grâce à la création d'un organisme intergouvernemental inclusif des Nations Unies sur la fiscalité mondiale, où tous les pays auront une place dans les débats et auront droit au chapitre dans la détermination des règles fiscales internationales.
2. Réduire les charges fiscales injustes imposées aux femmes et adopter une fiscalité progressive et juste, incluant de nouvelles formes de taxation du capital et de la richesse, combinée à une moins grande dépendance aux taxes à la consommation qui affectent principalement les plus pauvres, et dont la majorité sont des femmes.
3. Éliminer les stéréotypes de genre et la discrimination sexiste dans les politiques fiscales pour tenir les engagements macroéconomiques de la Déclaration de Pékin, qui a appelé les pays à « revoir et modifier les politiques macroéconomiques, en particulier les politiques fiscales pour s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et réduire les inégalités entre les sexes ». Ce, notamment, par la mise en place d'un budget prenant en compte les réalités liées au genre, afin que les recettes fiscales soient collectées et dépensées de manière à promouvoir l'égalité des sexes.
4. Veiller à ce que les politiques fiscales reconnaissent et travaillent à représenter, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré.
5. Augmenter l'allocation des recettes fiscales pour les services publics sensibles et adaptés aux problématiques de genre.

Soutenez nos Journées mondiales d'action !

Vous trouverez toutes les informations sur cette campagne sur notre site web, [ici en anglais](#) et [ici en espagnol](#).

Vous pouvez d'ores et déjà partager beaucoup d'informations, nos demandes et des visuels sur [Twitter](#) et [Facebook](#) : consultez notre Toolkit de campagne en français [ici](#).